La lettre des retraité·es

Numéro 140 Novembre 2026

Edito

La coupe est pleine !

À force d'effacer des décennies de progrès sociaux, de spolier le travail au profit du capital et de détruire nos services publics pour les privatiser, le gouvernement nourrit une colère légitime. Face à ce déclassement, la mobilisation converge entre lycéen·nes, étudiant·es, salarié·es du public et du privé, retraité·es et syndicats.

Au lieu de répondre à ces urgences, l'exécutif et les préfets entravent le droit constitutionnel de manifester. Comme l'ont documenté de nombreux observateurs indépendants, l'usage disproportionné de la force (gaz, grenades, nasses, graves blessures infligées aux jeunes et syndicalistes) cherche à dissuader l'expression démocratique tout en laissant prospérer la casse en marge des cortèges.

Soyons aux côtés des jeunes en lutte.

Pour nous, retraité·es, l'offensive budgétaire (5,5 milliards d'euros ponctionnés dans les PLF et PLFSS 2027) s'accompagne de la campagne nous qualifiant de « privilégié·es ». L'objectif est d'effacer le droit à la retraite constitué par notre activité professionnelle — fondé pour les fonctionnaires sur le principe de la pension comme salaire ou traitement continué — afin de la rabaisser à une allocation sociale charitable :
Désindexation et gel des pensions de base (4,1 Md€) : En gelant les pensions dès 2034 € bruts et en sous-indexant celles entre 1260 € et 2034 €, le gouvernement pénalise deux tiers (67 %) des retraité·es et brise l'indexation légale sur l'inflation.
Rabot sur l'abattement fiscal de 10 % (1,4 Md€) : Contrairement à un mensonge récurrent, cet abattement n'est pas pour frais professionnels. Abaisser son plafond de 4439 € à 3000 € par foyer fiscal frappera les retraité·es seul·es dès 2500 € mensuels et les couples dès deux pensions de 1250 €, ouvrant la voie à sa suppression (perte dès 1625 €/mois et jusqu'à 860 €/an, voir page 4). Loin du cliché des « retraité·es aisé·es », c'est à l'impôt progressif sur tous les revenus — dont les 60 Md€ de dividendes du 1er semestre 2026 — d'assurer une juste contribution.

De l'argent, il y en a : STOP aux 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises attribués chaque année sans contrôle, sans évaluation ni contreparties ! STOP, au sein de cette manne, aux 87 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales qui organisent le déficit de la Sécurité sociale !

Particulièrement vulnérables à la casse des services publics, les retraité·es luttent pour l'accès à la santé de toutes et tous (100 % Sécu), pour le retour et le maintien de services publics de proximité et pour le déploiement d'un écosystème sanitaire public répondant aux besoins réels de chaque territoire.

Solidaires des actif·ves, parce que revalorisation des salaires (et du point d'indice) et revalorisation des pensions sont étroitement liées,
Participons à la mobilisation interprofessionnelle du jeudi 5 novembre (appel interpro en page 2 et appel par les organisations de retraité·es en page 3).

À l'appel du G9 (moins FO) mais plus UNSA,
Soyons massivement dans la rue pour la manifestation à Paris le jeudi 19 novembre contre les PLF et PLFSS 2027 (appel national en page 4).

EN PRATIQUE — CONNAÎTRE LES MODALITÉS DU 19 NOVEMBRE DANS VOTRE DÉPARTEMENT :

FSU et SFRD[1] (Section Fédérale Retraité·es Départementale de la FSU) :
fsu.fr/la-fsu-dans-les-departements/ (ou fsuXX.fsu.fr en remplaçant XX par le n° de votre département).

FGR-FP[2] (Fédération Générale des Retraité·es de la Fonction Publique :
www.fgrfp.org/sections.htm.

---

1. SFRD : Section Fédérale Retraité·es Départementale, qui regroupe les retraités syndiqués d'un syndicat de la FSU.

2. FGR-FP : Fédération Générale des Retraité·es de la Fonction Publique ; chacun d'entre nous est adhérent de la FGR-PP parce que le SNESUP en est membre.

Syndicat national de l'enseignement supérieur - FSU - 78 rue du Faubourg Saint Denis - 75010 Paris
Téléphone : 01 44 79 96 10 - Courriel : retraite@snesup.fr - Web : www.snesup.fr

Appel à la mobilisation pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie

Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclassement inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité… tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.

Pourtant, le gouvernement dans son projet de budget aggrave encore la situation en s'attaquant notamment aux plus précaires et aux malades en gelant les prestations sociales et en réduisant le rôle protecteur de la sécurité sociale. Il baisse aussi les moyens de nos services publics et gèle le salaire des fonctionnaires pourtant en première ligne encore cet été pour sauver des vies et répondre aux besoins de la population face aux canicules et aux mégafeux. Face aux défis climatiques et technologiques qui nous attendent, une politique industrielle n'est plus une option : elle est une nécessité absolue qui fait pourtant toujours cruellement défaut.

La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former, construire leur avenir et dans des conditions dignes. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

Après le succès de la journée de grève et de manifestation de la fonction publique du 29 septembre, les organisations syndicales appellent l'ensemble des salarié.e.s du public comme du privé, des jeunes et des retraité.e.s, à franchir une nouvelle étape : faire grève et manifester le jeudi 5 novembre prochain.

Nous demandons :
- L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes - Hommes
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA…)
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales.

Premières organisations signataires : CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU Le 05/10/26

REJOIGNONS TOUTES ET TOUS LA MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE LE 5 NOVEMBRE

Ensemble avec les lycéens et les étudiants qui réclament des moyens pour étudier dans de bonnes conditions : des bâtiments et des équipements salubres et en bon état, des classes moins chargées, des professeurs dans chaque matière. L'un des principes de notre République, c'est l'égalité : tout doit être mis en oeuvre pour offrir à la jeunesse un meilleur avenir.

Ensemble avec le monde du travail, pour de meilleurs salaires, pour l'augmentation des minima sociaux, des indemnités chômage : pour que toutes et tous puissent vivre, et pas seulement survivre.

Ensemble pour exiger la sauvegarde et le développement des services publics, et l'arrêt de tout démantèlement.

Ensemble pour exiger le retour à l'universalité des droits pour la protection sociale : chacun selon ses moyens, chacun selon ses besoins, pris en charge à 100% par la Sécurité Sociale.

Ensemble pour exiger une fiscalité juste mettant à contribution patrimoines, héritages et dividendes. Nous ne pouvons plus accepter que les citoyens riches fassent sécession en refusant d'acquitter l'impôt.

Ensemble, pour condamner la politique de répression systématique d'un gouvernement qui cherche à masquer l'incapacité du pouvoir à répondre aux revendications des jeunes.

Mobilisés avec tous les retraités pour exiger l'indexation des pensions au moins sur l'inflation et l'augmentation de toutes les pensions, le rattrapage des mois de pension perdus depuis 10 ans, le maintien de l'abattement fiscal à 10%.

Nous rejetons les discours de haine et de division du mouvement social entre jeunes et vieux et vieilles, immigrés, chômeurs, chômeuses et salariés. C'est toutes et tous ensemble qu'on doit lutter, et que nous gagnerons sur nos revendications.

RETRAITÉ.E.S TOUS ET TOUTES DANS LA RUE LE 5 NOVEMBRE !

Manifestation nationale des retraité·es

Le gouvernement veut prendre 5,5 milliards d'euros dans les poches des retraité·es qualifié·es de privilégié·es avec deux mesures d'austérité.

Pendant ce temps, les actionnaires se gavent avec 60 milliards de dividendes distribués au 1er semestre 2026.

Le gouvernement refuse de revaloriser toutes les pensions et retraites de base pour nous voler 4,1 milliards d'euros !

- **Seulement les pensions inférieures à 85 % du SMIC** (1 260 €, soit de 77 euros en dessous du seuil de pauvreté) seraient revalorisées du montant de l'inflation. Cela concerne 28 % des retraité·es, essentiellement des femmes.
- **Les pensions comprises entre 1 260 euros et 2 034 euros ne suivraient pas l'inflation**, leur revalorisation serait fixée par décret. Cela concerne 35 % des retraité·es.
- **Les pensions supérieures à 2 034 euros seraient gelées pour 18 % des retraité·es.**

Nous subissons toutes et tous des dépenses contraintes (énergie, transports, alimentation, logement, santé) qui augmentent plus vite que l'inflation officielle.

Ces désindexations différentes divisent les retraité·es et remettent en cause l'application de la loi (code de la Sécurité sociale) et notre droit à revalorisation des pensions.

Il veut diminuer l'abattement de 10 % du calcul de l'impôt et nous voler 1,4 milliard d'euros.

Actuellement, l'abattement de 10 % est limité à 4 439 €, ce plafond passerait à 3 000 €. La perte de pouvoir d'achat commencerait à 10 € pour un revenu mensuel moyen de 1 625 €, puis elle augmenterait selon le revenu, jusqu'à 860 € pour les 10 % des pensions les plus élevées.

Ces projets régressifs sont porteurs d'injustice sociale. De l'argent, il y en a pour financer le budget.

Son utilisation est un choix politique :

- STOP aux aides aux entreprises (211 milliards en 2025) sans contrôle ni contreparties.
- STOP aux exonérations de cotisations sociales (87 milliards en 2025).

Le gouvernement a reculé en 2025 et 2026 sur ses mesures visant les retraité·es

Pour repousser celles du PLF et PLFSS 2027

Participez massivement à la manifestation nationale des retraité·e·s

Le 19 novembre à 11 h, rassemblement devant la gare Montparnasse et manifestation à 13h en direction des Invalides.

Par notre mobilisation, imposons :

- L'indexation a minima de toutes les pensions sur l'inflation au 1er janvier 2027
- Le rattrapage des pertes subies (depuis 2017)
- L'indexation des pensions sur le salaire moyen
- Aucune retraite inférieure au SMIC pour tout·e retraité·e ayant une carrière complète.
- Le maintien de la majoration de retraite pour les deux parents ayant élevé 3 enfants ou plus.
- Le refus de la remise en cause de l'abattement de 10%.

Par notre action, luttons aussi :

- Pour l'accès à la santé de toutes et tous et l'amélioration du système de santé public.
- Pour le retour et le maintien de services publics de proximité avec du personnel.

11 h : Rassemblement devant la gare Montparnasse

13h : Manifestation en direction des Invalides